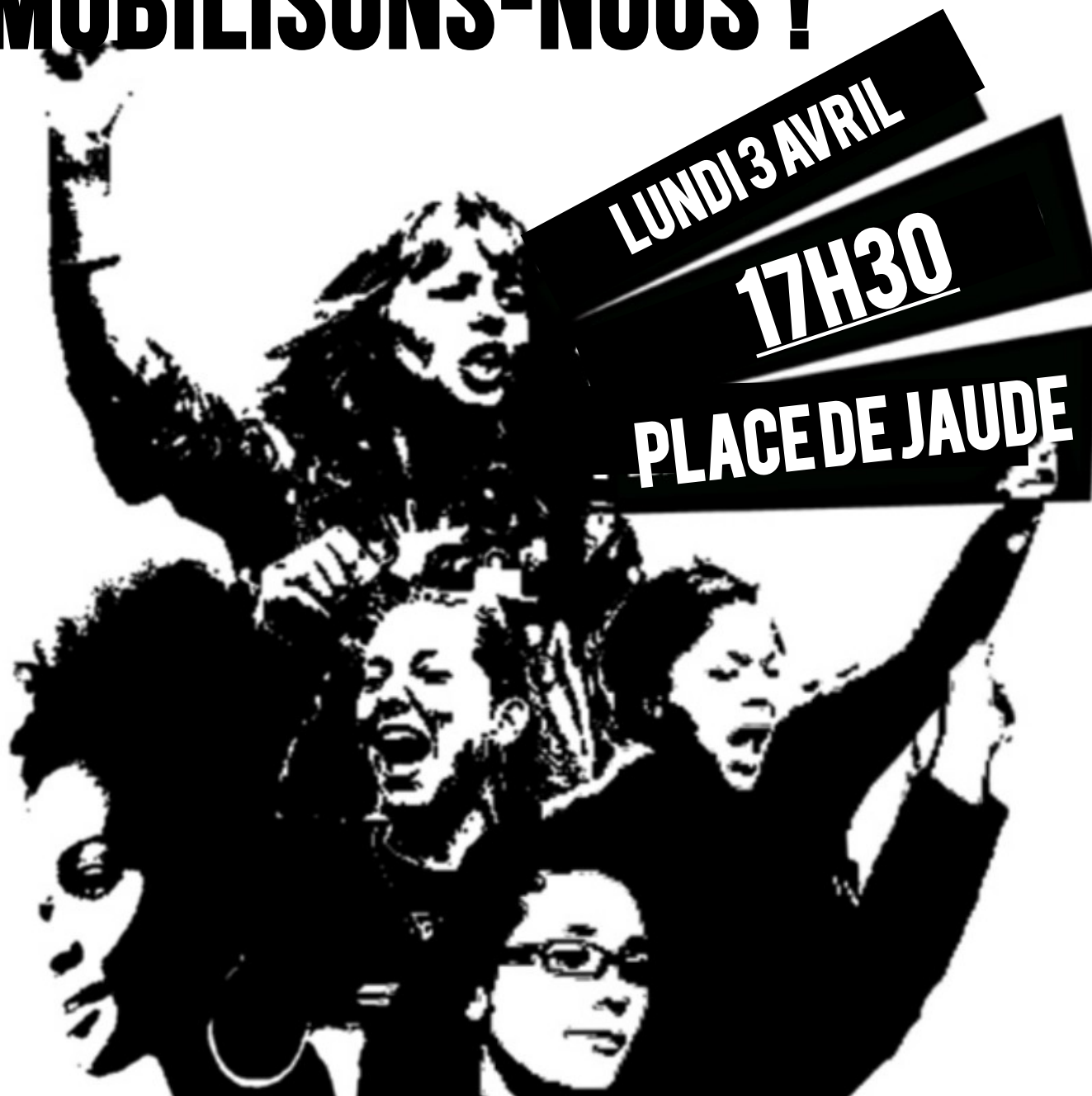


# UN TOIT C'EST UN DROIT !

CONTRE LES MISES À LA RUE ET LE MANQUE D'HÉBERGEMENT

## MOBILISONS-NOUS !



## UN LOGEMENT POUR TOUTES ET TOUS !

REAPPROPRIONS-NOUS LA RUE POUR QUE CHACUN-E AIT UN TOIT !

REJOIGNEZ-NOUS > [RESF63@FREE.FR](mailto:RESF63@FREE.FR)



# DEMANDEURS D'ASILE, MINEURS ET SANS-PAPIERS : TOUS SONT À LA RUE HONTE À LA FRANCE !



Depuis 20 ans la situation de celles et ceux qu'on appelle les sans-papiers n'a fait qu'empirer. Ils sont des dizaines de milliers à fuir les guerres, la misère et l'insécurité qui en résultent. Aux yeux de l'administration française ce sont toujours des fraudeurs potentiels. Les gouvernements se succèdent, les guerres s'ajoutent les unes aux autres mais les préjugés persistent.

En 1992 l'horrible Monsieur Pasqua, alors ministre de l'Intérieur, voulait « faire comprendre aux immigrants qu'ils n'étaient pas les bienvenus ». C'est peu ou prou la parole de tous ses successeurs. Durant la présidence de Sarkozy, la France a connu une centaine d'expulsions par jour. Devenu ministre de l'Intérieur après l'élection de François Hollande, Manuel Valls se félicitait de réaliser les mêmes chiffres que la droite.

Aujourd'hui la situation s'est encore dégradée avec les conflits en Syrie, en Lybie ou en Irak. A ceux-là il faut ajouter ces guerres qu'on veut ignorer au Congo et dans de nombreuses régions d'Afrique ainsi que les suites, toujours violentes, de l'éclatement de la Yougoslavie.

Quand il n'a plus été possible d'ignorer ces terribles déplacements de population fuyant les violences, les gouvernants relayés par les préfetures se sont bornés à trier les « bons » et les « mauvais » migrants, comme s'il y avait de bonnes et de mauvaises guerres.

Le sort commun des tous ces étrangers venus en France en espérant y trouver la patrie des Droits de l'Homme, c'est aujourd'hui l'errance : sans-papiers, sans droit, souvent sans ressources et depuis plusieurs années sans toit.

**L'État doit héberger les demandeurs d'asile mais pourtant ils sont à la rue. Débutés du droit d'asile, les demandeurs d'asile, les sans-papiers sont encore plus mal traités. Plusieurs dizaines passent des nuits dehors avec des enfants à Clermont-Ferrand comme dans toutes les grandes villes du pays depuis plusieurs hivers.**

Des jeunes mineurs arrivent d'Afrique ou d'ailleurs, abandonnés de tous. Ils doivent être pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) administrée par le Conseil départemental. Mais là, on met en doute leur minorité, en contradiction avec les conventions internationales sur les droits des enfants et bien qu'étant pour la plupart scolarisés ils se retrouvent à la rue\*. Certains se réfugient dans des squats mais alors ce sont les militants qui animent ces squats qui se retrouvent devant les tribunaux.

Cela se passe à Clermont-Ferrand. C'est intolérable quand on sait qu'il y a à Clermont-Ferrand comme ailleurs des milliers de logements vides.

**Il faut en finir avec ces politiques de mépris des droits fondamentaux. De l'argent il y en a et parfois pour des projets plus que contestables... et la campagne électorale des présidentielles nous montre, s'il en était besoin, que certains n'ont pas de mal à en trouver quand il s'agit d'assurer leur train de vie...**

*\* Le 27 mars au soir, à notre connaissance, 17 familles avec 24 enfants et 50 mineurs isolés non accompagnés étaient à la rue à Clermont-Ferrand.*

*Ils vivent ici,  
Ils restent ici !*



**Une école, un toit, des papiers pour tous et toutes !**